

Table des matières

<i>Sommaire</i>	7
<i>Les enjeux organisationnels et institutionnels des regroupements administratifs</i>	9
par Jacques CHEVALLIER	
I. L'enracinement des découpages administratifs	10
A. Des identités organisationnelles... ..	10
B. ...Aux identités administratives	12
II. Les politiques de regroupement	14
A. Conception	15
B. La mise en œuvre	20
<i>Introduction</i>	23
par Michel DEGOFFE	
I. Les collectivités territoriales.....	26
II. Les universités.....	30
III. Les hôpitaux.....	36
IV. Les chambres consulaires	38
<i>Bercy en fusion</i>	45
par Guy QUINTANE	
I. Des regroupements-fusions méthodiquement préparés et qui ont profondément modifié l'organisation du ministère de l'Économie et des Finances	47
A. Une préparation méthodique	47
B. Une nouvelle administration de l'Économie et des Finances	49
II. Une nouvelle organisation qui tarde à apporter la preuve de sa pertinence	52
A. Une performance technico-économique discutable.....	53
B. Les regroupements et l'affaiblissement socio-économique de la France	57

<i>Les regroupements de collectivités territoriales, sources d'économies ou mirage financier ?</i>	61
par Xavier CABANNES	
I. Regroupements de collectivités territoriales et économies budgétaires : quelles annonces et attentes ?.....	65
II. Regroupements de collectivités territoriales et économies budgétaires : quelles réalités ?.....	69
 <i>Les regroupements de collectivités publiques : le sort des personnels</i>	75
par Antony TAILLEFAIT	
I. Regroupements : les instruments de la mobilité des personnels.....	77
A. Contraintes : l'épreuve de la mobilité	77
1. Réaffectations automatisées et changements d'employeur public.....	77
2. Mutations forcées et maintien de la relation avec l'employeur public initial	79
B. Incitations : la séduction de la mobilité.....	81
1. Mise à disposition fonctionnelle et mise à disposition statutaire....	81
2. Enchanter la mobilité vers le groupement.....	82
II. Regroupements : la condition des personnels mobiles	84
A. Les situations personnelles conservées.....	84
1. La carrière maintenue.....	84
2. La rémunération conservée.....	86
B. Les statuts collectifs transformés.....	86
Conclusion.....	88
 <i>La fusion des communes ou les rendez-vous manqués d'un épiphénomène</i>	89
par Sylvia BRUNET	
Introduction	89
I. Les rendez-vous manqués de la fusion des communes	94
A. L'échec de la loi Marcellin de 1971	94
B. Le nouvel élan de la réforme RCT de 2010.....	97
C. Les ambiguïtés des toilettages successifs depuis 2015	101
II. La fusion des communes, un épiphénomène.....	109
A. Un bilan modeste et réversible	109
B. Le giron de l'intercommunalité.....	114
C. La « commune-communauté », une innovation porteuse d'avenir ?....	116
Conclusion.....	119
 <i>L'intercommunalité dans le Grand Paris</i>	121
par Carole ENFERT	
I. Les collectivités dans le labyrinthe de Dédale.....	122
A. Les compétences des collectivités : le mythe de Sisyphe.....	122
B. L'intercommunalité : Pénélope devant son travail	123

II. Le Grand Paris : une intercommunalité de projets oubliée	125
A. Les villes monde : une obligation d'agir.....	125
B. Une stratégie décidée.....	125
C. Le Contrat de développement Territorial fondement du futur institutionnel	126
III. La métropole du Grand Paris une Intercommunalité unique :	
Icare se brûle les ailes	128
A. Intercommunalité au sein de la Métropole : un labyrinthe sans fil d'Ariane	129
B. Le Grand Londres. Une référence mal comprise	131
C. Dans un Grand Paris qui se cherche – Le Contrat de développement territorial du Grand Paris : un vecteur oublié et des frères ennemis pour la disparition du CDT	135
IV. D'une métropole intercommunale factice à une métropole capitale stratégique et agile.....	137
A. Un intérêt métropolitain à définir.....	137
B. Des établissements territoriaux ou des départements : choix cornélien : qui doit disparaître ?.....	138
C. La Métropole du Grand Paris : intercommunalité, coopération d'EPT ou collectivité territoriale. Icare ne doit pas se brûler les ailes	139
 <i>Compétences économiques des EPCI : un essor fragilisé.....</i>	141
par Anémone CARTIER-BRESSON	
I. La montée en puissance des compétences économiques des EPCI.....	142
A. Une vocation économique renforcée par les réformes de l'intercommunalité.....	142
B. Le bénéfice de compétences économiques élargies au sein du bloc communal.....	144
C. Évolutions favorables du cadre des financements publics	145
II. Des compétences économiques fragilisées par les ambiguïtés de l'intercommunalité	147
A. Difficultés de délimitation	147
B. La relativité des transferts de compétences	150
C. Les difficultés d'articulation des compétences.....	152
 <i>Démocratie locale et regroupement des collectivités territoriales.....</i>	155
par Arnaud HAQUET	
I. La consultation des électeurs lors du regroupement.....	157
A. Le regroupement des régions sans consultation	157
B. Pas de consultation requise pour la création de collectivités à statut particulier	159
C. De même, pas de consultation obligatoire pour la création des EPCI.....	160
D. <i>Idem</i> pour les regroupements de départements.....	161
E. Des fusions de communes avec ou sans l'accord des électeurs.....	162
II. Le lien avec les électeurs dans les collectivités regroupées.....	163
A. L'affaiblissement de la démocratie représentative.....	163
B. Le renfort de la démocratie participative.....	167

<i>Les regroupements universitaires : l'exemple de l'Université de Lorraine</i>	171
par Christophe FARDET	
I. Le regroupement universitaire, ou la volonté d'éloigner les « UFR » de l'université	176
A. Couper le lien direct entre les « facultés » et l'Université.....	176
1. Dissocier les UF(R) des U(F)R.....	179
2. Créer des structures intermédiaires écran	180
B. Additionner les composantes sans rationalité.....	183
1. Additionner les composantes facultaires et non facultaires... ..	184
2. ... sans souci de rationalité.....	185
II. Le regroupement universitaire, ou la volonté de libérer l'université de ses composantes.....	186
A. Le découplage du lien Université/faculté	186
1. Le nouvel universitaire.....	187
2. La mutualisation des moyens.....	189
B. Le risque bureaucratique	190
1. Un défaut d'encadrement pour les composantes.....	190
2. Un alourdissement des procédures centralisées.....	191
III. Le regroupement universitaire, ou la volonté de renforcer l'ancrage territorial... ..	193
A. L'aménagement du territoire substitué à la politique universitaire.....	195
1. Les regroupements souhaités par l'État	196
2. Les regroupements souhaités par les collectivités territoriales.....	198
B. L'aménagement du territoire intégré à la politique de l'Université.....	200
1. L'équilibre territorial pris en compte par l'UL.....	201
2. L'équilibre territorial : source de saupoudrage universitaire.....	203
 <i>La réforme des réseaux de chambres consulaires</i>	 207
par Jean-David DREYFUS	
I. La réforme des réseaux consulaires par la loi « PACTE » n° 2019-486 du 22 mai 2019 : état des lieux	208
A. Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat depuis le 1 ^{er} janvier 2021	208
B. La virulente résistance des chambres de commerce et d'industrie et des chambres d'agriculture.....	209
1. La régionalisation refusée du réseau des chambres de commerce et d'industrie	209
2. L'échec du recours au volontariat pour le réseau des chambres d'agriculture	211
C. Le renforcement des têtes de réseau.....	212
1. Les missions de CCI France, CMA France et de l'APCA	212
2. La contractualisation des objectifs de réseaux.....	213
II. Les conséquences des réformes en termes de moyens accordés aux chambres.....	214
A. L'impact du mouvement de régionalisation sur le personnel du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat.....	215
B. Des économies d'échelle liées à la mutualisation.....	216
C. La problématique du rabotage des ressources fiscales	217

III. L'avenir : différenciation ou uniformisation ?.....	219
A. L'ordonnance de 2019 pour une expérimentation au sein du réseau des chambres d'agriculture.....	220
B. Bilan : une uniformisation souhaitée des réseaux consulaires ?.....	221
<i>Le regroupement des organismes HLM</i>	225
par Jean-Hugues BARBÉ	
I. La nécessité de l'obligation de regroupement.....	227
A. Des acteurs nombreux et diversifiés.....	227
B. Un dispositif élargi et contraignant pour favoriser les regroupements.....	231
1. L'obligation d'appartenir à un regroupement.....	232
2. L'élargissement du procédé de la fusion.....	234
3. Le renforcement de l'obligation de dissolution des organismes de petite taille.....	235
II. Une restructuration adaptée aux spécificités du secteur du logement social.....	237
A. La prise en compte du particularisme des organismes de logement social.....	237
B. Le champ d'action limité des sociétés de coordination.....	240
<i>Les regroupements hospitaliers</i>	245
par Laurent SEUROT	
I. Typologie des regroupements hospitaliers.....	246
A. Le regroupement-coopération.....	247
B. Le regroupement-fusion.....	252
II. Dynamique des regroupements hospitaliers.....	255
A. Le renforcement de l'intégration.....	256
B. L'affermissement du rôle de l'État.....	258
<i>Quelques apports de la notion de semi-décentralisation à l'étude des administrations françaises</i>	261
par Adrien MONAT	
Introduction.....	261
I. L'importance des processus de collaboration à travers la notion de semi-décentralisation.....	265
A. Le fonctionnement collaboratif des administrations semi-décentralisées.....	265
1. La semi-décentralisation dans les pratiques administratives.....	266
2. Les administrations semi-décentralisées par nature.....	267
B. L'organisation collaborative des administrations semi-décentralisées.....	268
1. Les organes suprêmes des administrations semi-décentralisées.....	268
2. Les agents des administrations semi-décentralisées.....	270
II. L'apport de la semi-décentralisation à la classification des administrations françaises.....	271

A. La continuité des catégories d'administrations à travers la notion de semi-décentralisation	272
1. L'absence de séparation hermétique entre les catégories des administrations dans la perspective de la semi-décentralisation	272
2. La progressivité de la classification générale des administrations françaises dans la perspective de la semi-décentralisation	273
B. La tendance à l'exhaustivité de la classification des administrations à travers la notion de semi-décentralisation	275
1. L'inclusion des pouvoirs religieux non séparés de l'État	275
2. L'inclusion des collectivités territoriales d'outre-mer	277